

19 mars 2024

**COMMUNIQUÉ DE LA RÉGION AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES DE L'INSTITUT
INTERNATIONAL DE L'OMBUDSMAN (IIO) SUR LA CRISE DE LA MOBILITÉ
HUMAINE DANS LA RÉGION ET LA CRISE EN HAÏTI**

La région Caraïbes et Amérique Latine de l'Institut International de l'Ombudsman (IIO)¹ expriment leur préoccupation face à la crise en matière de mobilité humaine qui affecte la région.

Selon les données de l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM), l'Amérique Latine et les Caraïbes sont la région du monde qui a connu la plus forte croissance du nombre de migrants internationaux au cours des 15 dernières années, passant d'environ 7 millions à 15 millions en 2023, dont une part importante concerne la migration intrarégionale. Cette tendance s'observe également dans l'augmentation du nombre de personnes ayant besoin d'une protection internationale. L'Agence des Nations Unies pour les Réfugiés (HCR) souligne à ce sujet que deux sur cinq nouvelles demandes d'asile dans le monde en 2023 ont été déposées par des personnes originaires de cette région, ce qui met en évidence la nécessité d'une coordination, de la solidarité et de la responsabilité partagée pour trouver des réponses à ce défi mondial.

Cette tendance à la hausse de la mobilité humaine augmente les risques auxquels les personnes doivent faire face. L'augmentation à plus de 886 000 du nombre de personnes

¹ L'Institut international de l'ombudsman (IIO) est une organisation mondiale de coopération de plus de 200 institutions indépendantes de l'ombudsman réparties dans plus de 100 pays à travers le monde et qui a été fondée en 1978. L'Institut est divisé en six régions: Afrique, Asie, Australasie & Pacifique, Europe, Amérique du Nord et Amérique Latine et Caraïbes. La région Amérique Latine et Caraïbes compte 30 membres. Pour plus d'informations, veuillez consulter : <https://www.theioi.org/>.

qui ont traversé de manière irrégulière la région/gap du Darién² entre juin 2021 et décembre 2023, en est la preuve ; ces personnes en mobilité peuvent être victimes d'extorsion, d'enlèvements et d'autres violations graves à leurs droits humains, y compris le risque de la privation de la vie durant leur trajet.

En particulier, nous avons suivi la situation en Haïti, un pays affligé par une crise institutionnelle qui s'est détériorée ces dernières années en raison, entre autres, des conséquences des tremblements de terre de 2010 et 2021, de l'assassinat du président Jovenel Moïse en juillet 2021, de la pandémie de COVID-19 et du contexte d'insécurité croissante provoquée par la violence des gangs et autres groupes criminels organisés contre les agents de l'État et la population civile. Cette situation a conduit aux événements de ces derniers jours, marqués par la démission du Premier ministre Ariel Henry et le déplacement forcé d'environ 15 000 personnes au cours de la première semaine de mars 2024, selon les estimations de l'OIM.

La combinaison de ces facteurs a conduit au départ d'environ 1,7 million de personnes d'Haïti depuis 2010, dont des milliers de familles entières, vers des pays comme le Brésil, le Chili, le Mexique et les États-Unis, aggravant ainsi la crise du système migratoire et de la protection internationale dans les Amériques.

Pour faire face à cette nouvelle crise migratoire dans la région, les pays d'Amérique Latine et des Caraïbes devront faire preuve de sensibilité pour offrir une protection internationale

² Le Darién est une zone de végétation située à la frontière entre le Panama et la Colombie. En raison de la complexité de la jungle, la route panaméricaine y est interrompue.

aux Haïtiens déplacés et à tous ceux qui ne pourront pas retourner dans leur pays à court terme.

Les institutions des Ombudsperson de la région Amérique Latine et Caraïbes de l'IIO expriment leur solidarité avec le peuple haïtien, et leur respect et leur soutien à l'Office de la Protection du Citoyen de la République d'Haïti. Cet office, à notre avis, est essentiel pour garantir le respect des droits humains de l'ensemble de la population en Haïti.

Considérant la complexité de la mobilité humaine dans la région, nous appelons à la solidarité et à la coopération internationale de tous les acteurs impliqués, mais surtout, nous appelons toutes les institutions de Ombudsperson des autres régions de l'IIO à promouvoir dans leurs pays respectifs des mesures d'attention et de protection pour cette population, ainsi qu'à renforcer notre articulation et à développer des propositions qui garantissent les droits humains de toutes les personnes qui transitent ou résident dans nos pays, indépendamment de leur nationalité et de leur statut migratoire.

Conseil d'Administration de la Région Amérique Latine et Caraïbes, Institut International de l'Ombudsman (IIO)

- **Nashieli Ramírez Hernández, Présidente Régional et Présidente de la Commission des Droits de l'Homme de la Ville de Mexico.**
- **Gabriel Savino, Directeur Régional et Défenseur du Peuple de la Province de Santa Fe, Argentine.**
- **Gwendoline Mossel, Directrice Régional et Ombudsman de Sint Maarten.**
- **Keursly Concincion, Directeur Régional et Ombudsman de Curaçao.**